

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, je ne sais à combien de reprises on doit répéter les choses au NPD. Manifestement, il faut les répéter pendant une ou deux journées de suite.

M. Broadbent: Dites la vérité pour une fois.

M. Hnatyshyn: Le fait est que lorsqu'un document tombe entre mauvaises mains, la procédure automatique—et le vice-premier ministre l'a répété à maintes reprises—veut que la GRC procède à une enquête. Je suis persuadé que les néo-démocrates sont d'accord là-dessus; dans toutes les provinces où ils sont au pouvoir, ils veulent s'assurer que les documents confidentiels du cabinet ne tombent pas entre d'autres mains.

M. Broadbent: Il s'agit donc d'un document du cabinet? Merci beaucoup.

M. Hnatyshyn: Je viens de dire que c'était la façon habituelle de procéder.

* * *

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

L'EMBAUCHE D'ANCIENS DÉPUTÉS

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président . . .

M. Andre: Ne laissez pas la vérité faire obstacle à un bon cheval de bataille, Ed.

M. Broadbent: Faites un autre sondage sur celle-là.

M. le Président: A l'ordre. Ce n'est pas mercredi tous les jours.

Mlle Nicholson: Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Il sait sans doute que le bureau du vérificateur général a entrepris, de concert avec le bureau du comptable général des États-Unis, une étude visant à identifier les besoins de ceux qui font usage de l'information financière publiée par le gouvernement fédéral. Ce groupe consultatif international est composé du contrôleur général des États-Unis, du président de l'Institut canadien des comptables agréés et d'un certain nombre d'intellectuels éminents et de fonctionnaires. De même, on a engagé deux anciens députés, un avocat et un économiste, pour faire le point sur les besoins des députés actuels en matière d'information. Au sujet de ce projet, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances a parlé de «tactiques à la Gestapo». Le premier ministre peut-il nous assurer qu'il n'y a que le secrétaire parlementaire qui comprenne si mal ce projet et que son attitude ne reflète pas la politique du gouvernement et n'est pas non plus une façon de décourager cette très importante initiative?

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, la question a été soulevée hier quand le

Questions orales

député de Drummond m'a demandé de me renseigner auprès du vérificateur général lequel, comme le député le sait, doit non seulement être indépendant et responsable devant le Parlement mais donner aux politiciens quelle que soit leur couleur le sentiment qu'il est libre de toute allégeance politique. Je me suis entretenu avec le vérificateur général lequel m'a dit que M. Deniger avait déjà fait savoir qu'il devrait démissionner de son poste.

Bref, j'ai entrepris d'en discuter avec le vérificateur général qui convient avec moi qu'il ne saurait être soupçonné de partialité dans l'exercice de ses fonctions, car il est employé de la Chambre des communes.

LES ÉTATS FINANCIERS

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, je m'étonne de cette réponse compte tenu du fait qu'un ex-chef de l'opposition aux Communes, un chef très respecté, M. Robert Stanfield, agit à titre d'expert-conseil pour ce projet, tout comme M. Huntington, un ex-député et président du comité permanent des comptes publics et co-auteur également du rapport Huntington-Lachance sur la responsabilité ministérielle.

Étant donné que ce projet porte surtout sur l'étude des états financiers pour obtenir tous les renseignements qui permettraient aux parlementaires de mieux comprendre les rapports gouvernementaux, ce sont sans doute les anciens députés fédéraux qui sont les mieux placés pour comprendre ce problème. Je suis donc heureuse que MM. Stanfield et Huntington fassent partie de ce projet. Le ministre ne prétend certainement pas que seuls les députés conservateurs ont quelque chose de valable à apporter à la Chambre.

Des voix: Bravo!

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, si je ne m'abuse, en ce qui concerne l'avis qu'a reçu le vérificateur général concernant ce projet, il aurait, semble-t-il, consulté différentes personnes, à titre gratuit, sans les rémunérer. MM. Stanfield et Huntington ont été simplement consultés, mais ils n'ont pas été payés \$80 ou \$90 l'heure à titre d'experts-conseils.

Le problème est le suivant. Je sais qu'en sa qualité d'employé de la Chambre, le vérificateur tient à éviter toute accusation de parti pris. Il faudrait donc établir si ces ex-députés libéraux, qui sont toujours actifs au sein du parti libéral, sont considérés comme des experts-conseils rémunérés du vérificateur général, un fonctionnaire de la Chambre, et, si oui, si cette situation est acceptable. Le vérificateur général se penche actuellement sur cette question et il devrait répondre à ce sujet au comité concerné.